



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 134 – 4^e trimestre 2007

Conjoncture financière et bancaire

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	10
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>Les placements des ménages</i>	12
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	13
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	14
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	14
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	17
<i>5. Risques sectoriels</i>	18
<i>6. Rappel des taux</i>	20
<i>6.1 Taux réglementés</i>	20
<i>6.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	20
<i>6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	19
<i>6.4 Taux de l'usure</i>	20
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	21
<i>7.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	21
<i>7.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement).

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de

Conjoncture financière et bancaire

France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels essentiellement), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros¹ de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

¹ à compter du mois de janvier 2006.

1. Synthèse du contexte international et européen

La fin de l'année 2007 se caractérise par de réelles incertitudes sur la conjoncture économique et financière mondiale, conséquence de la crise des subprimes qui frappe les Etats-Unis depuis la mi 2007. La remontée des taux à partir de juin 2003, a conduit à un accroissement des défaillances et des saisies immobilières chez des emprunteurs peu solvables ayant eu accès à des crédits intermédiés à taux variable, distribués massivement par des acteurs non régulés. Les prémices d'une crise financière mondiale se sont confirmées avec les annonces successives de dépréciations d'actifs et des pertes liées à la crise des subprimes dans les principales banques mondiales.

Face à l'incertitude pesant sur la qualité et la valorisation des actifs de leurs contreparties aux crédits subprimes, le secteur bancaire a dû faire face à une réelle crise de confiance qui s'est manifestée par des tensions sur le marché interbancaire. Les besoins de liquidités ont pu être satisfaits par une intervention conjointe des banques centrales qui ont injecté massivement des liquidités sur le marché monétaire, entraînant des tensions sur les taux courts.

Parallèlement, en réponse à l'amplification des tensions sur les marchés financiers et des craintes de contagions de la crise financière sur la sphère réelle, le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a abaissé à deux reprises son principal taux directeur en l'espace d'une semaine en le portant successivement à 3,50 % le 22 janvier puis à 3 % le 30 janvier. Ces décisions sont intervenues dans un contexte économique en dégradation, confirmé par l'annonce en fin d'année 2007 d'un vaste plan de relance de l'économie américaine.

De son côté, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a maintenu le taux de soumission minimal à un niveau inchangé, soit 4 % depuis juin 2007, en mettant l'accent sur l'orientation à la hausse des risques pesant sur la stabilité des prix sur le moyen terme, dans un contexte de forte croissance de la masse monétaire et du crédit.

Des craintes persistent sur la santé financière des établissements financiers et les publications de résultats en début d'année 2008 permettront de chiffrer plus précisément l'impact de cette crise. Par ailleurs, des incertitudes sur le marché du crédit demeurent d'actualité dans un contexte économique et financier mondial fragile.

1. Les Actifs et les Passifs financiers en Guyane

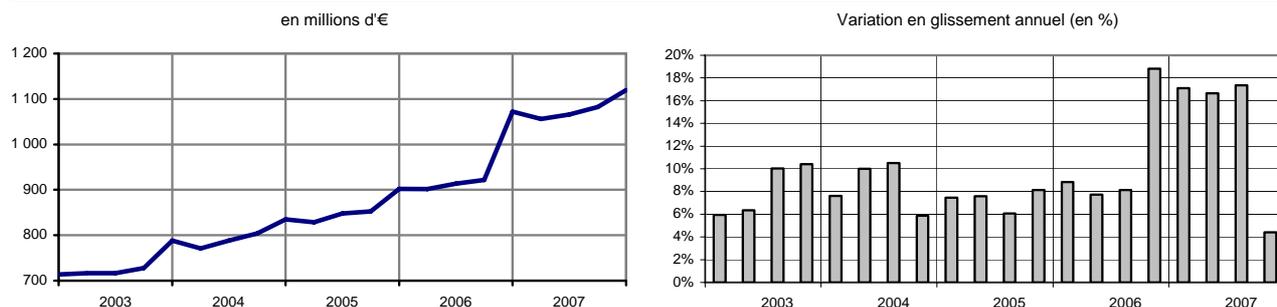
Nota Bene : A compter du 4^{ème} trimestre 2006, la collecte des statistiques concernant l'encours des contrats d'assurance-vie s'est enrichie de données provenant d'un établissement de la place qui n'étaient pas recensées jusqu'à présent. L'analyse des variations est effectuée à périmètre constant.

Les actifs financiers progressent de 4,4 % sur un an ...

L'ensemble des **actifs financiers** recensés en Guyane s'élève à 1 119,40 millions d'€ à fin décembre 2007, en hausse de 4,4 % sur un an (contre + 11,2 % au 31 décembre 2006). Par ailleurs, les dirigeants des établissements bancaires témoignent d'une opinion en sensible dégradation sur la collecte des dépôts au 2nd trimestre 2008.

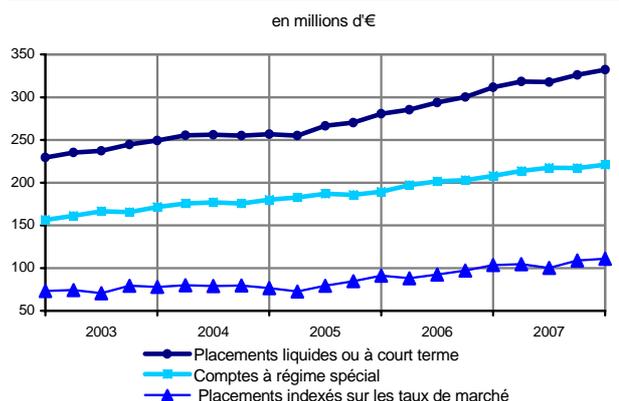
Conjoncture financière et bancaire

Ensemble des actifs financiers



Les placements liquides ou à court terme (332,0 millions d'€ soit 30 % du total des actifs financiers) enregistrent une bonne performance de + 6,6 % en glissement annuel. Cette évolution est principalement liée à la hausse des **comptes d'épargne à régime spécial** (67 % du total, à + 6,2 %) qui participent à hauteur de 4,2 points à la croissance de l'épargne liquide ou à court terme. Dans le détail, cette augmentation est essentiellement due aux livrets A (+ 7,2 %, soit 44 % des comptes d'épargne à régime spécial) et aux livrets ordinaires (+ 5,9 %, soit 27 % du total).

Les placements liquides ou à court terme



Sur un an, les **placements indexés sur le taux du marché monétaire** progressent de 7,2 % pour s'établir à 111,1 millions d'€ à fin décembre 2007. La croissance des OPCVM monétaires (+ 38,0 % contre - 2,2 % fin 2006) est due à une amélioration de la collecte, les hausses successives des taux directeurs de la BCE rend ces placements plus attractifs. Enfin, les dépôts à terme poursuivent leur mouvement de recul engagé depuis le trimestre dernier (- 9,8 %).

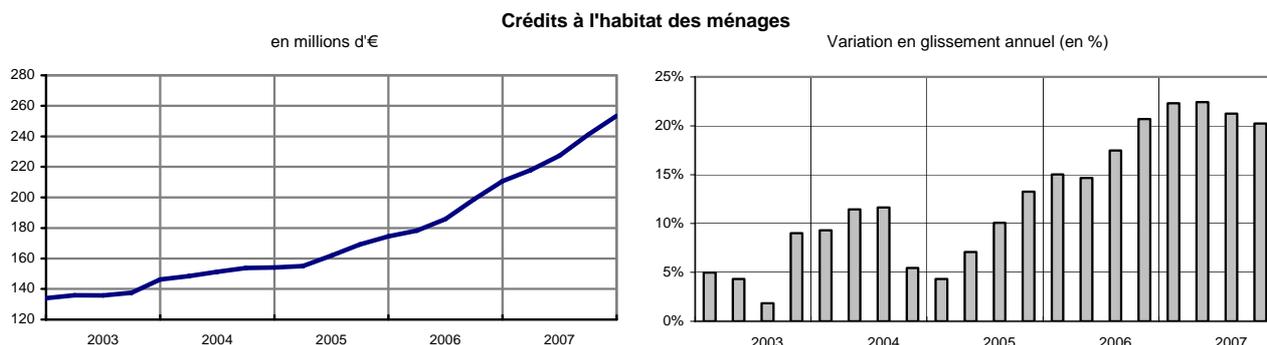
Sur un an, les **dépôts à vue** affichent un rythme de progression en net ralentissement par rapport à 2006 (+ 4,1 % contre + 15,2 %) pour s'établir à 521,4 millions d'€ (soit 47 % du total des actifs financiers). Cette évolution est alimentée par la croissance des dépôts à vue des ménages (en ralentissement par rapport à 2006, + 4,4 % contre + 10,5 %), des sociétés non financières (+ 2,4 % pour 38 % du total des dépôts à vue) et des autres agents (+ 14,8 %).

L'**épargne à long terme** qui représente 24 % du total des actifs financiers s'établit à 266,0 millions d'€ en hausse de 2,5 % en glissement annuel. Principaux souscripteurs de ce type d'épargne (98 % du total), les ménages contribuent pour l'essentiel à l'évolution observée avec une croissance de + 5,0 % sur un an. Les autres actifs (essentiellement des contrats d'assurance vie) bénéficient toujours d'une croissance soutenue (+ 14,8 %, à 140,4 millions d'€ contre + 11,2 % en 2006). En revanche, les portefeuilles titres et les OPCVM non monétaires enregistrent un repli à fin décembre 2007 (- 7,7 % et - 14,3 % respectivement), en raison de la morosité des marchés financiers¹. De même, l'encours des plans d'épargne logement (- 6,5 % sur un an) maintient son orientation baissière amorcée début 2006.

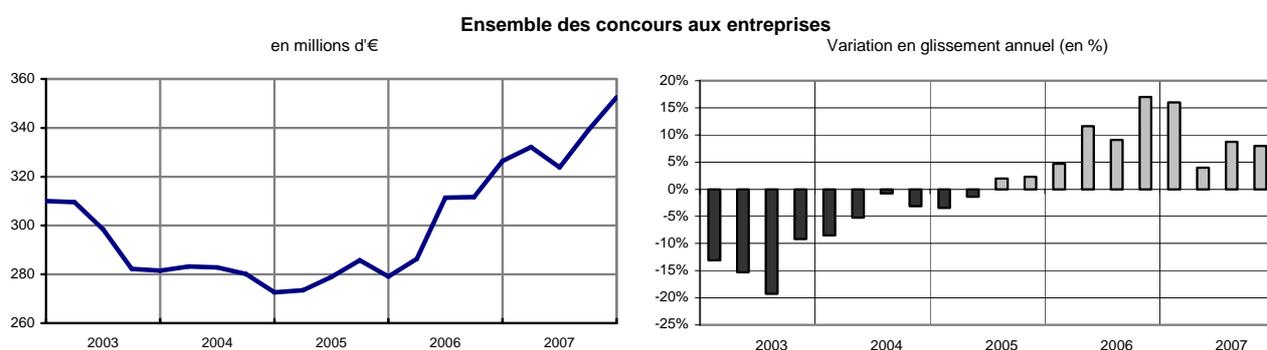
¹ En moyenne, le CAC 40 enregistre une faible hausse de 0,7 % entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2007.

Conjoncture financière et bancaire

(soit 37 % du total). Leur encours sain augmente ainsi de 16,7 % sur un an et de 4,6 % sur le trimestre. Enfin, le taux de créances douteuses brutes progresse légèrement sur un an à 7,1 % (+ 0,2 point).



L'encours des crédits consentis aux **entreprises** par les établissements de crédit locaux affiche un taux de croissance de 8,0 % pour s'établir à 352,5 millions d'€ à fin décembre 2007. Plus précisément, l'encours sain s'élève à 296,1 millions d'€ en hausse de 19,2 %. Dans le détail, les **crédits d'investissement**¹ enregistrent en glissement annuel une progression de 13,7 % pour s'établir à 122,9 millions d'€. Au sein de ceux-ci les crédits à l'équipement (88 % du total) progressant de 18,1 % sur un an à périmètre constant. Par ailleurs, les crédits d'exploitation (dont 39 % de comptes ordinaires débiteurs) affichent une hausse de 16,9 %, à 87,2 millions d'€. Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours consentis aux entreprises poursuit son mouvement de baisse (- 1,7 point sur le trimestre) et s'inscrit à 16,6 % (- 7,3 points sur un an). Enfin, les crédits immobiliers (+ 51,9 % sur un an) contribuent sensiblement à la performance globale.



Conformément aux anticipations formulées lors de la dernière enquête auprès des établissements de crédit, les crédits d'exploitation aux entreprises se seraient inscrits en hausse au 1^{er} trimestre 2008, la production devrait encore s'accroître au trimestre prochain. La production de crédits à l'équipement seraient également en amélioration au premier trimestre, mais se stabiliserait au second.

Les soldes d'opinion des dirigeants sur la production crédits aux ménages au 2nd trimestre 2008 laissent présager une orientation légèrement négative pour les crédits à l'habitat, une amélioration est toutefois anticipée pour les crédits à la consommation.

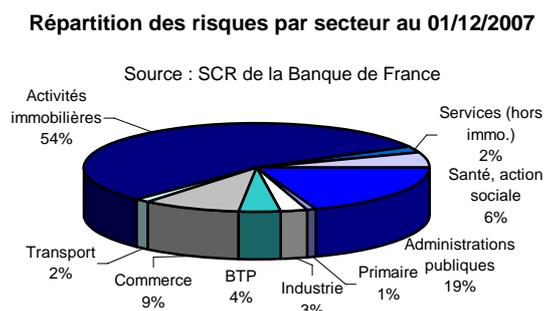
Globalement, la dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises fait ressortir un durcissement des conditions de crédit sur les six derniers mois (+ 0,72 point), après une relative stabilité d'août 2006 à août 2007 (+ 0,14 point). Sur un an, les taux des crédits à court terme (+ 1,55 point) progressent plus nettement que ceux des crédits à moyen long terme (+ 0,51 point).

¹ A périmètre constant, suite à un reclassement des postes autres crédits et crédits d'équipement effectué par un établissement de la place à partir du 1^{er} trimestre 2007.

Conjoncture financière et bancaire

Les risques concernant les entreprises recensées au SCR progressent.

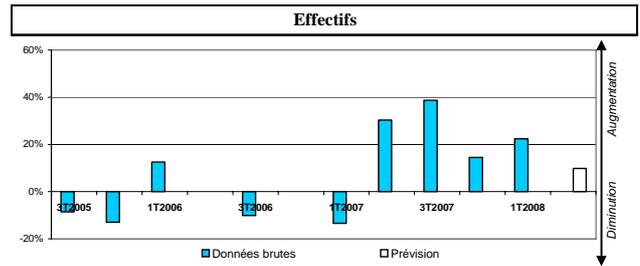
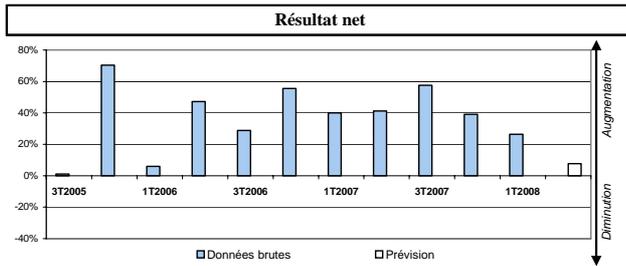
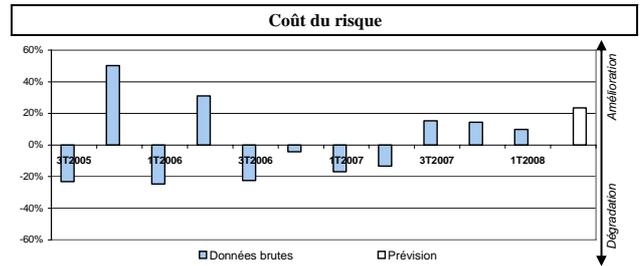
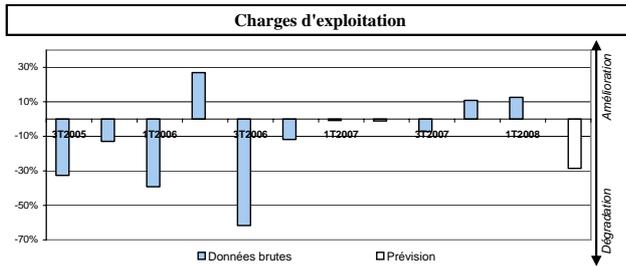
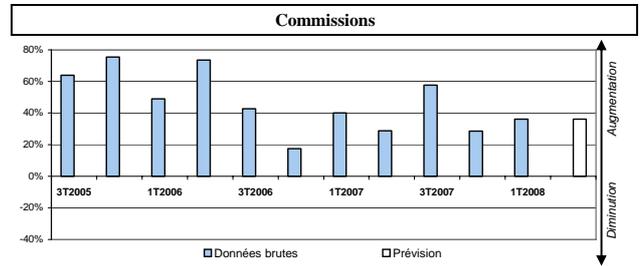
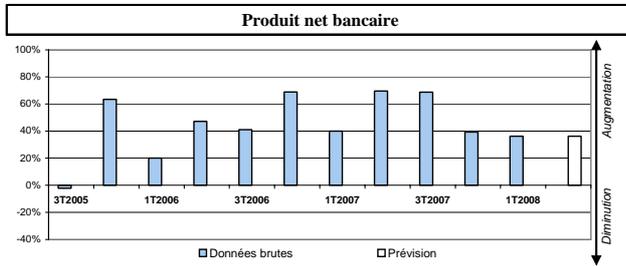
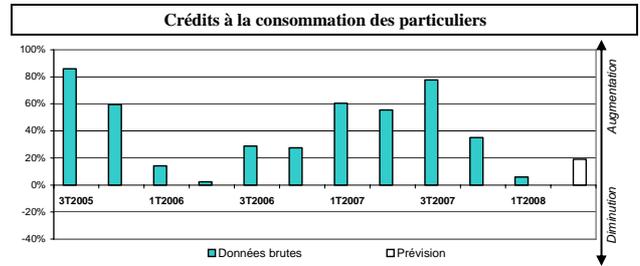
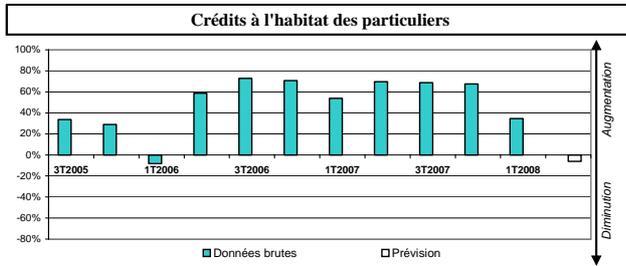
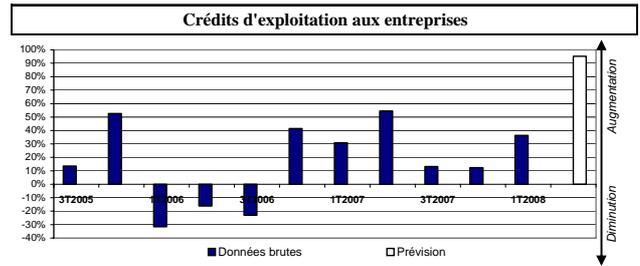
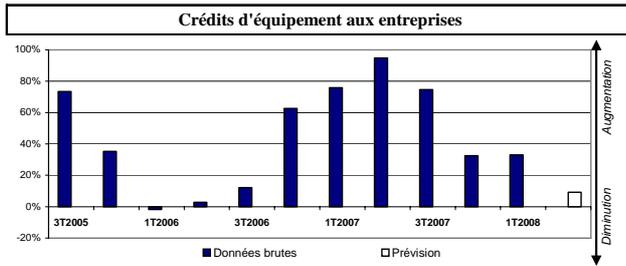
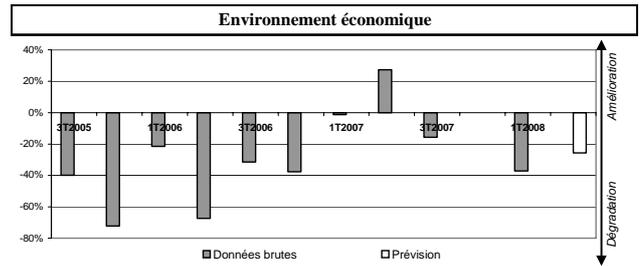
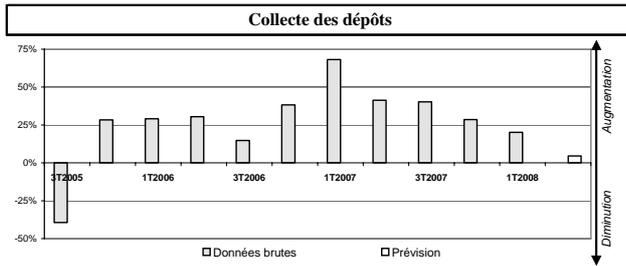
L'encours des crédits aux entreprises recensé par le service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait un total de 1 393,4 millions d'€ en hausse de 7,7 % en glissement annuel. Avec une part de 54 %, les activités immobilières dominent largement les autres secteurs d'activité. Les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentent 19 % du total, suivies par les secteurs du commerce (9 %) et de la santé (6 %).



Les résultats bancaires devraient enregistrer un tassement à partir du second trimestre 2008.

L'opinion des dirigeants des établissements bancaires relative au produit net bancaire reste favorablement orientée au 1^{er} semestre 2008, l'activité commerciale sur le marché des particuliers serait toutefois moins dynamique qu'en 2007 et serait compensée en partie par la production de nouveaux crédits sur le marché des entreprises. Le solde d'opinion sur les charges d'exploitation reste en terrain positif au premier trimestre puis se dégrade au second trimestre. Le coût du risque reste bien orienté au premier comme au second trimestre. Ces évolutions contribuent à maintenir une opinion positive sur le résultat net au premier trimestre, appuyée par un commissionnement en amélioration. L'opinion des dirigeants des établissements bancaires est cependant plus mitigée pour le second trimestre 2008, en raison de la dégradation attendue des charges d'exploitation.

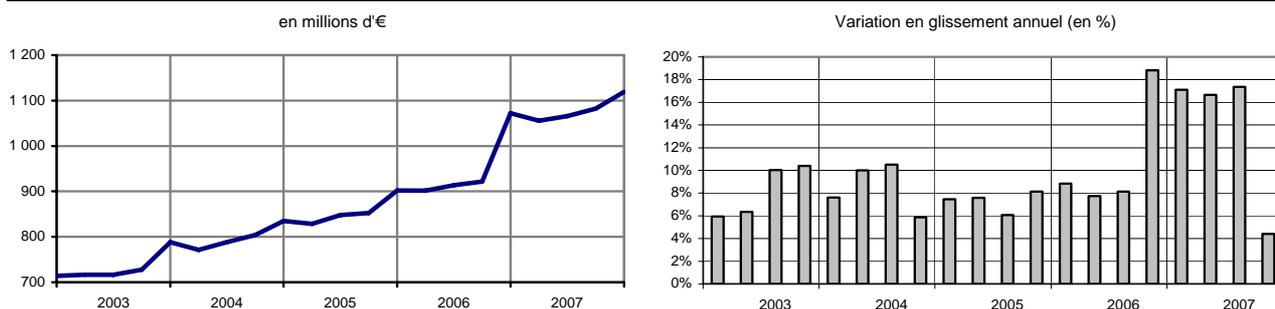
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



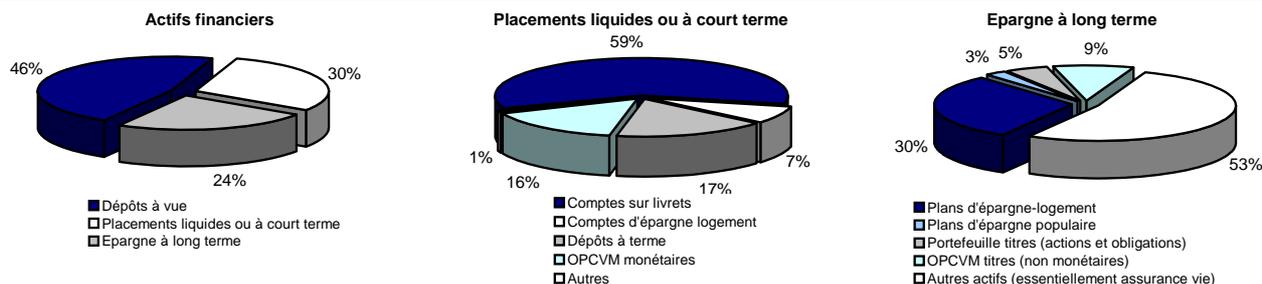
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	déc-02	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	142,4	176,3	189,2	203,5	245,0	227,7	226,7	228,1	255,3	4,2%	11,9%
Dépôts à vue	108,5	136,5	140,0	156,9	193,6	172,7	172,2	166,0	198,3	2,4%	19,5%
Placements liquides ou à court terme	30,6	29,3	34,9	37,7	41,9	46,3	46,3	54,0	52,7	25,8%	-2,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,3	0,2	0,3	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3	0,4	-28,6%	11,7%
Placements indexés sur les taux de marché	30,3	29,0	34,6	37,3	41,3	46,0	46,0	53,7	52,3	26,5%	-2,6%
(dt) comptes à terme	21,2	19,7	19,9	20,2	23,2	24,8	21,6	22,7	21,3	-8,4%	-6,4%
(dt) OPCVM monétaires	5,9	8,5	13,1	15,4	14,8	17,4	19,5	27,3	28,3	91,2%	3,9%
(dt) certificats de dépôt	3,3	0,8	1,5	1,7	3,3	3,7	4,9	3,7	2,7	-17,8%	-27,0%
Epargne à long terme	3,3	10,5	14,2	8,9	9,5	8,7	8,1	8,1	4,3	-54,6%	-46,7%
(dt) OPCVM non monétaires	2,9	10,2	13,9	8,4	9,2	8,3	7,7	7,8	4,0	-56,6%	-48,8%
Ménages	557,8	591,2	629,7	674,4	800,7	799,8	809,7	819,9	833,9	4,1%	1,7%
Dépôts à vue	235,4	227,5	243,5	258,9	286,3	282,9	289,2	295,5	299,0	4,4%	1,2%
Placements liquides ou à court terme	195,8	214,3	218,4	238,2	265,4	267,3	265,9	266,9	273,3	3,0%	2,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	155,7	171,0	179,0	188,6	206,6	212,6	216,3	215,9	219,7	6,3%	1,8%
Livrets ordinaires	40,0	44,3	45,2	48,2	55,8	57,8	58,7	59,2	59,4	6,5%	0,4%
Livrets A et bleu	82,4	85,9	88,1	91,3	98,0	100,5	102,4	101,9	104,7	6,8%	2,7%
Livrets jeune	0,3	0,7	1,0	1,8	4,2	4,2	4,4	4,8	4,4	5,1%	-8,2%
Livrets d'épargne populaire	10,8	12,9	15,1	15,2	15,5	15,7	15,7	15,4	15,9	2,3%	3,3%
CODEVI	4,2	6,1	6,6	7,1	8,0	9,1	9,8	10,0	10,6	32,9%	6,1%
Comptes d'épargne logement	18,1	21,0	23,0	25,1	25,1	25,3	25,3	24,7	24,7	-1,3%	0,3%
Placements indexés sur les taux de marché	40,1	43,3	39,4	49,5	58,8	54,7	49,6	51,0	53,6	-8,9%	5,2%
(dt) OPCVM monétaires	10,7	13,7	12,3	20,5	20,5	19,8	13,2	15,8	19,8	-3,4%	25,3%
(dt) Comptes créditeurs à terme	29,3	29,5	26,9	29,0	38,3	34,9	36,3	35,1	33,7	-11,8%	-3,8%
Epargne à long terme	126,6	149,3	167,8	177,4	249,0	249,6	254,6	257,6	261,5	5,0%	1,5%
Plans d'épargne logement	72,4	82,8	86,4	91,0	85,8	84,2	82,1	80,6	80,2	-6,5%	-0,4%
Plans d'épargne populaire	11,0	11,1	10,4	9,7	8,1	7,8	7,6	7,4	7,2	-11,1%	-2,9%
Autres comptes d'épargne	0,2	0,2	0,2	0,3	0,7	1,2	1,0	0,9	1,2	70,7%	32,8%
Portefeuille-titre	5,3	6,5	7,1	10,1	13,6	13,5	13,9	12,9	12,6	-7,7%	-2,2%
OPCVM non-monétaires	13,9	17,8	19,7	18,4	19,1	19,3	18,3	19,8	21,1	10,3%	6,3%
Contrats d'assurance-vie	23,7	31,1	43,9	47,8	121,6	123,7	131,7	136,0	139,2	14,5%	2,4%
Autres agents	13,6	20,7	15,6	24,3	26,3	28,5	29,5	33,9	30,2	14,8%	-11,1%
Dépôts à vue	10,3	14,6	12,1	18,9	21,0	22,7	22,9	28,9	24,1	14,8%	-16,6%
Placements liquides ou à court terme	3,1	5,8	3,4	4,6	4,2	4,7	5,4	5,0	6,0	41,6%	19,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,2	0,4	0,6	0,4	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	2,2%	11,0%
Placements indexés sur les taux de marché	2,9	5,5	2,8	4,2	3,4	4,0	4,7	4,3	5,2	51,1%	21,0%
Epargne à long terme	0,2	0,2	0,1	0,8	1,1	1,1	1,1	0,0	0,1	-90,1%	176,9%
Total actifs financiers	713,8	788,1	834,5	902,3	1072,0	1056,0	1065,8	1082,0	1119,4	4,4%	3,5%
Dépôts à vue	354,2	378,7	395,6	434,7	500,8	478,2	484,3	490,3	521,4	4,1%	6,3%
Placements liquides ou à court terme	229,6	249,4	256,7	280,5	311,5	318,4	317,6	325,9	332,0	6,6%	1,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	156,2	171,5	180,0	189,4	207,9	213,7	217,4	217,0	220,9	6,2%	1,8%
Placements indexés sur les taux de marché	73,3	77,9	76,7	91,1	103,6	104,7	100,2	108,9	111,1	7,2%	2,0%
Epargne à long terme	130,0	160,0	182,2	187,1	259,6	259,4	263,8	265,8	266,0	2,5%	0,1%

Ensemble des actifs financiers



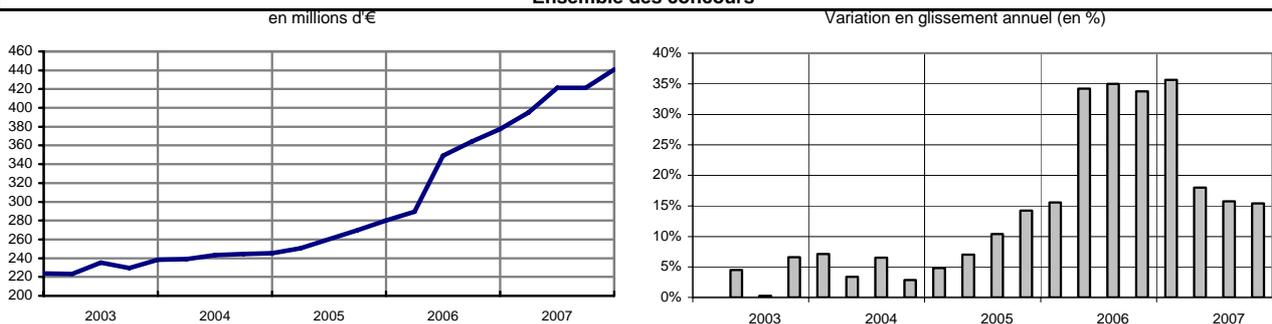
Structure des actifs financiers par nature



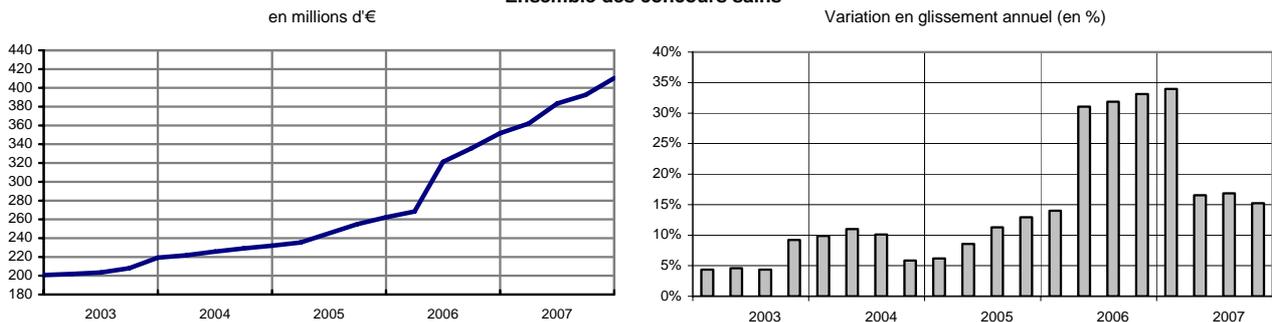
Conjoncture financière et bancaire

Les placements des ménages

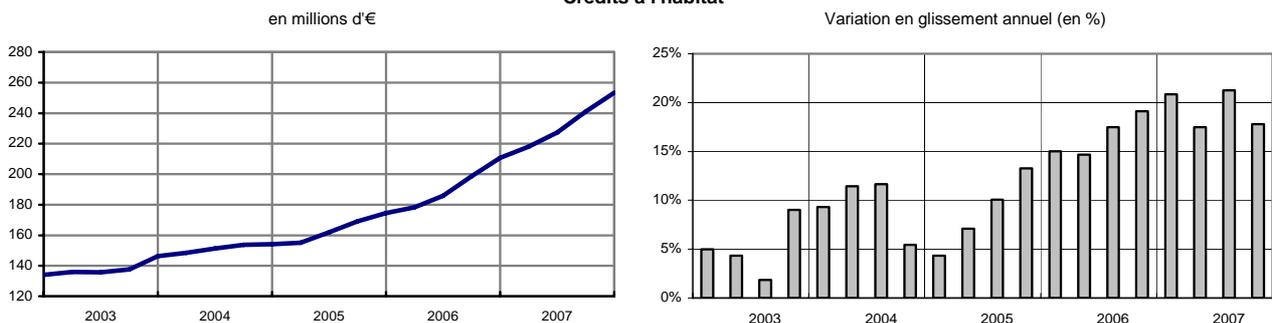
Ensemble des concours



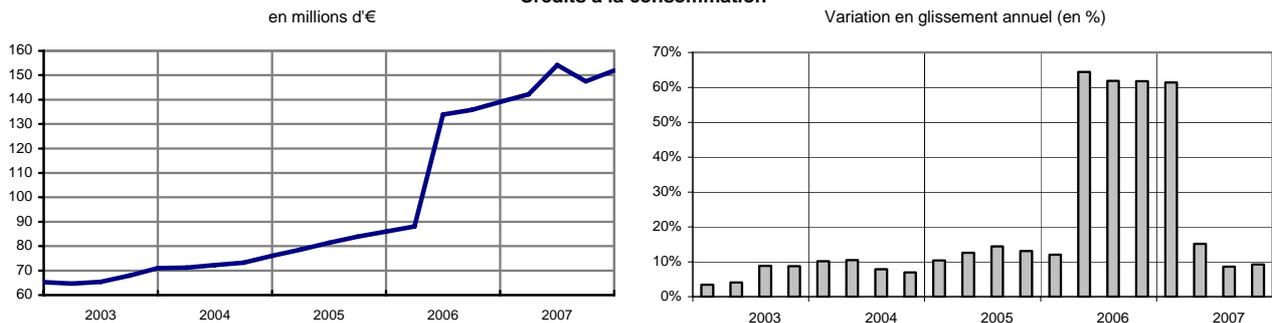
Ensemble des concours sains



Crédits à l'habitat

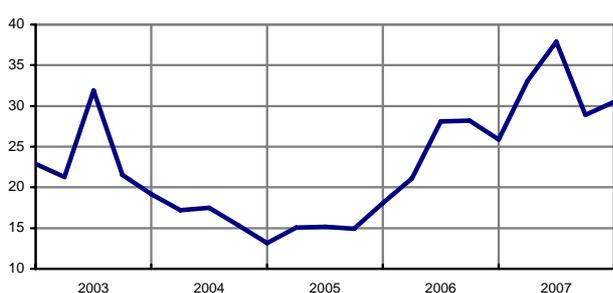


Crédits à la consommation



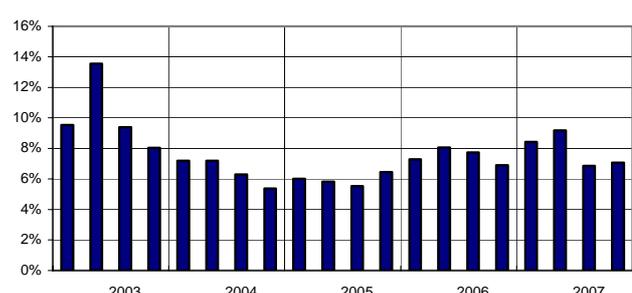
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

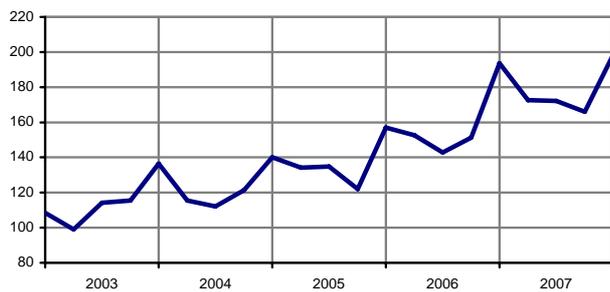
en %



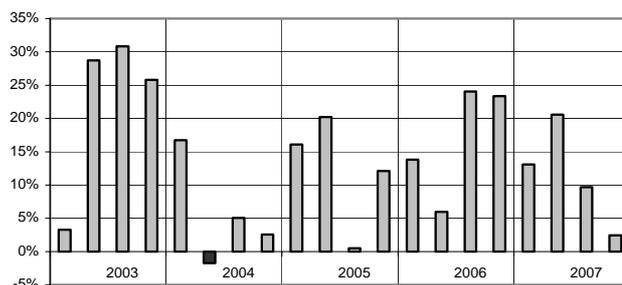
Conjoncture financière et bancaire

Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue
en millions d'€

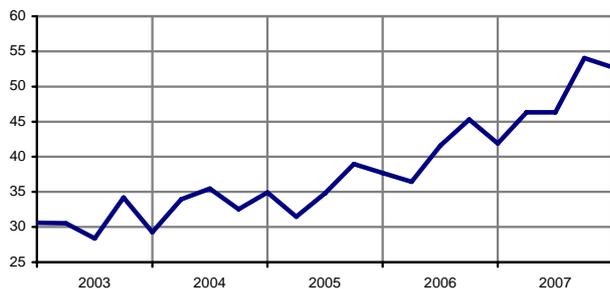


Variation en glissement annuel (en %)

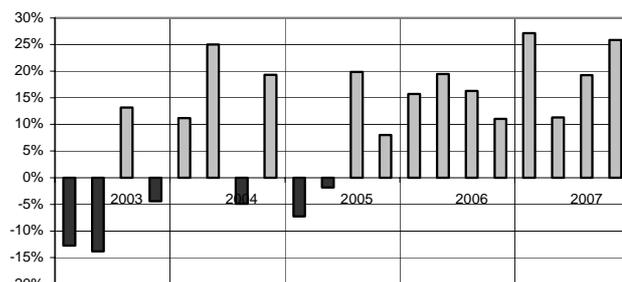


en millions d'€

Placements liquides ou à court terme

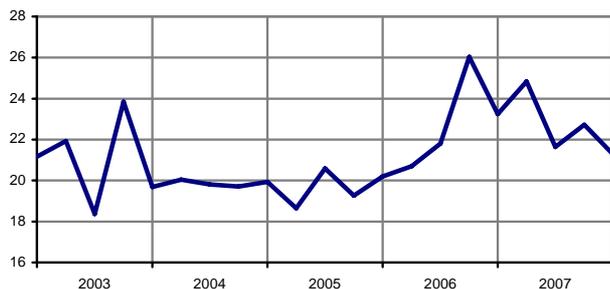


Variation en glissement annuel (en %)

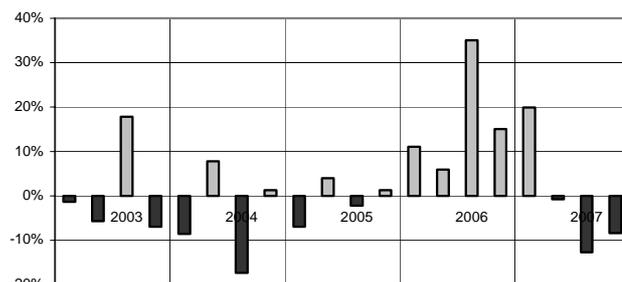


en millions d'€

Dépôts à terme

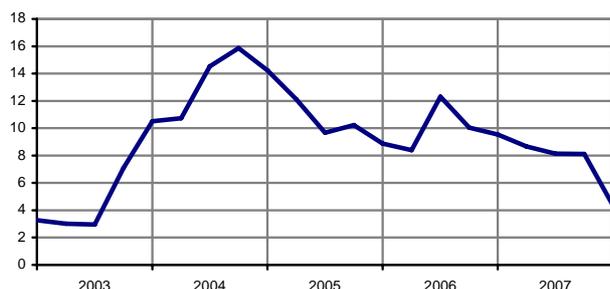


Variation en glissement annuel (en %)

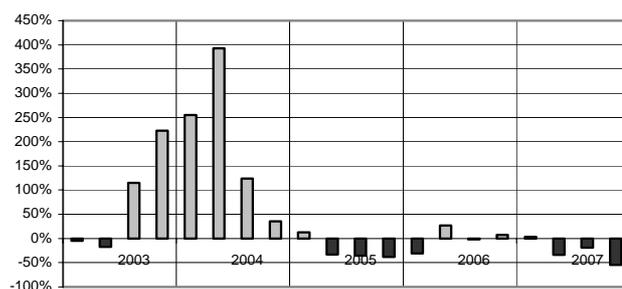


en millions d'€

Epargne à long terme



Variation en glissement annuel (en %)



Conjoncture financière et bancaire

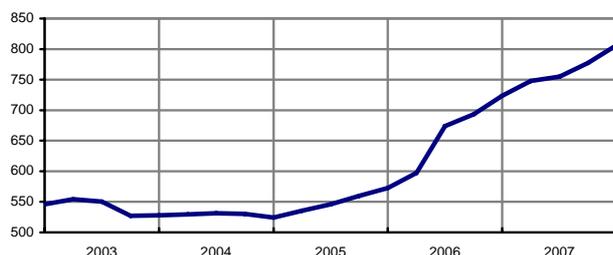
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

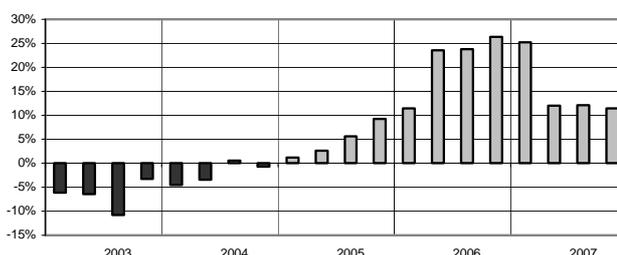
	Montants en millions d'€									Variations	
	déc-02	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	37,8	38,1	44,0	49,2	74,6	83,4	80,0	83,7	87,2	16,9%	4,2%
Créances commerciales	6,2	6,5	6,8	7,1	7,0	7,8	8,6	6,1	7,2	4,0%	17,7%
Crédits de trésorerie	16,3	14,7	18,3	20,0	37,1	41,1	35,3	43,1	46,2	24,6%	7,3%
Comptes ordinaires débiteurs	15,3	16,9	18,8	22,1	30,5	34,5	36,1	34,5	33,7	10,5%	-2,1%
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	83,7	84,1	83,0	91,3	108,1	136,3	133,9	139,9	146,9	35,9%	5,1%
Crédits à l'équipement	81,9	78,1	75,1	80,1	89,4	118,6	118,4	122,9	129,5	44,9%	5,4%
Crédit-bail	1,8	6,0	7,9	11,3	18,8	17,6	15,5	16,9	17,4	-7,3%	2,7%
Crédits à l'habitat	11,9	17,0	19,3	30,1	39,0	41,1	46,8	50,9	59,3	51,9%	16,3%
Autres crédits	15,2	13,1	12,0	18,4	26,6	2,6	2,3	2,2	2,8	-89,6%	25,7%
Encours sain	148,7	152,4	158,3	189,1	248,4	263,3	263,0	276,7	296,1	19,2%	7,0%
Créances douteuses brutes	161,3	129,2	114,4	89,9	78,1	68,8	60,8	62,2	56,4	-27,8%	-9,3%
Encours total	310,0	281,5	272,7	279,0	326,4	332,1	323,8	338,9	352,5	8,0%	4,0%
Taux de créances douteuses	55,6%	48,0%	43,2%	32,2%	23,9%	20,7%	18,8%	18,4%	16,6%	-7,3	-1,7
Ménages											
Crédits à la consommation	65,3	71,1	76,0	85,9	139,1	142,2	154,2	147,5	151,9	9,3%	3,0%
Crédits de trésorerie	58,7	66,2	70,0	78,9	127,6	129,4	139,0	132,5	136,4	6,9%	3,0%
Comptes ordinaires débiteurs	6,3	4,0	4,9	5,7	5,8	6,8	6,5	8,4	7,5	27,8%	-10,6%
Crédit-bail	0,3	0,8	1,1	1,4	5,7	6,1	8,6	6,6	8,1	41,9%	21,2%
Crédits à l'habitat	134,1	146,2	154,1	174,6	210,8	218,0	227,3	240,9	253,4	20,2%	5,2%
Autres crédits	1,3	2,0	1,9	1,6	1,9	2,0	2,0	4,1	5,1	167,6%	23,4%
Encours sain	200,7	219,2	232,1	262,1	351,7	362,2	383,5	392,5	410,4	16,7%	4,6%
Créances douteuses brutes	22,9	19,2	13,2	18,1	25,9	33,1	37,9	28,9	30,5	18,0%	5,6%
Encours total	223,6	238,4	245,2	280,2	377,6	395,3	421,4	421,4	441,0	16,8%	4,6%
Taux de créances douteuses	10,2%	8,0%	5,4%	6,5%	6,9%	8,4%	9,2%	6,9%	7,1%	0,2	0,2
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-25,0%	-7,7%
Crédits de trésorerie	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-20,0%	-7,7%
Crédits à l'équipement	5,9	3,3	0,6	0,4	2,0	3,0	3,7	3,6	4,3	118,1%	19,1%
Autres crédits	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-100,0%	-100,0%
Encours sain	6,2	3,5	0,9	0,5	2,1	3,1	3,8	3,7	4,3	109,8%	16,4%
Créances douteuses brutes	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	-4,4%	16,7%
Encours total	6,6	3,8	1,3	0,9	2,4	3,5	4,1	4,0	4,6	93,9%	16,4%
Taux de créances douteuses	5,1%	7,7%	25,9%	43,8%	14,0%	10,3%	8,6%	6,9%	6,9%	-7,1	0,0
Autres agents											
Encours sain	5,6	4,1	4,9	12,6	19,9	19,7	15,0	13,0	16,6	-16,7%	27,7%
Créances douteuses brutes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	-	-
Encours total	5,6	4,1	4,9	12,6	19,9	19,7	15,0	13,0	16,9	-15,0%	30,4%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,1%	-	-
TOTAL											
Encours sain	361,2	379,2	396,3	464,3	622,1	648,4	665,2	685,9	727,5	16,9%	6,1%
Créances douteuses brutes	184,5	148,6	127,9	108,4	104,3	102,2	99,0	91,4	87,6	-16,0%	-4,1%
Encours total	545,8	527,9	524,1	572,7	726,3	750,6	764,3	777,3	815,1	12,2%	4,9%
Taux de créances douteuses	33,8%	28,2%	24,4%	18,9%	14,4%	13,7%	13,1%	11,8%	10,9%	-3,6	-0,9
Taux de provisionnement	81,7%	79,3%	81,2%	84,1%	85,9%	86,9%	86,5%	82,4%	84,6%	-1,3	2,2

Encours de crédit brut des EC locaux

en millions d'€

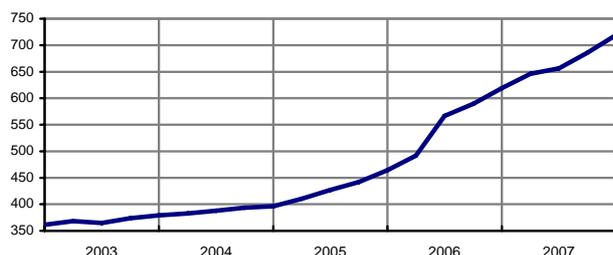


Variation en glissement annuel (en %)

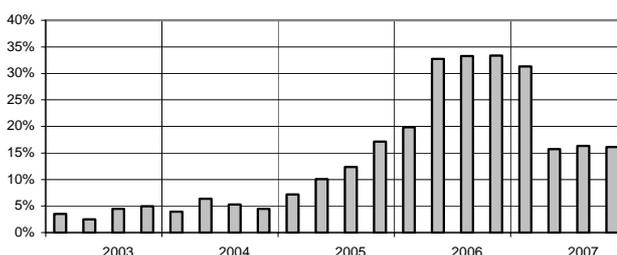


Encours de crédit sain des EC locaux

en millions d'€



Variation en glissement annuel (en %)



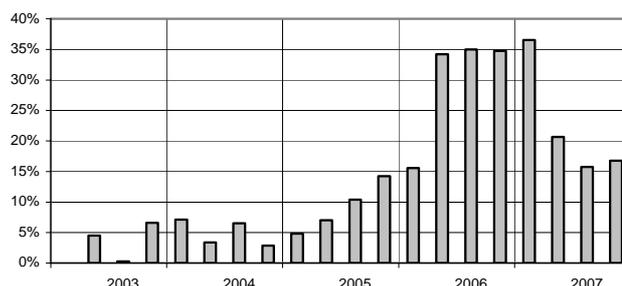
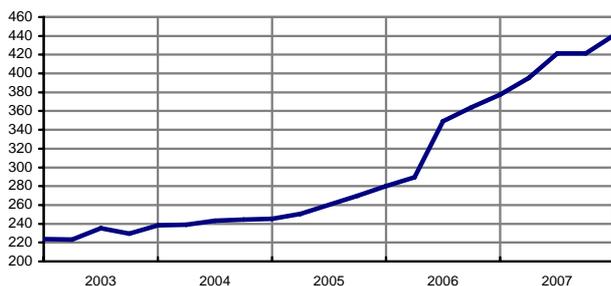
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des ménages

Ensemble des concours

en millions d'€

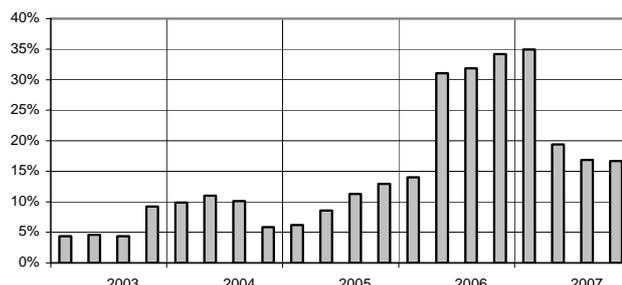
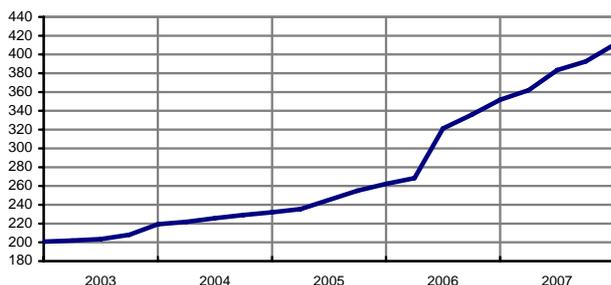
Variation en glissement annuel (en %)



Ensemble des concours sains

en millions d'€

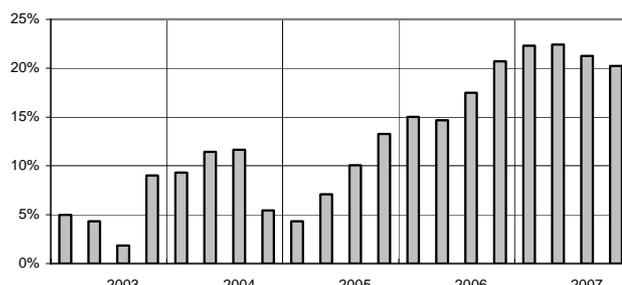
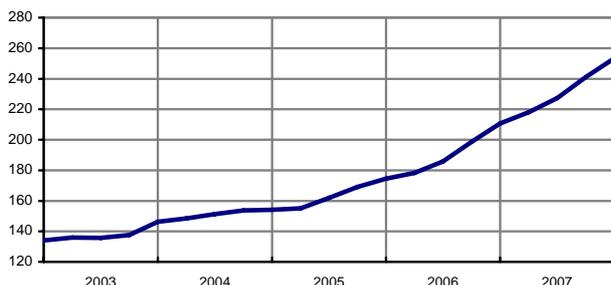
Variation en glissement annuel (en %)



Crédits à l'habitat des ménages

en millions d'€

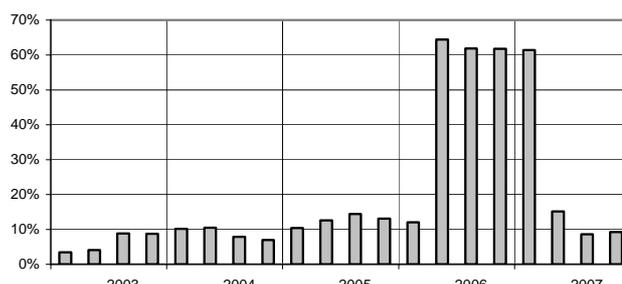
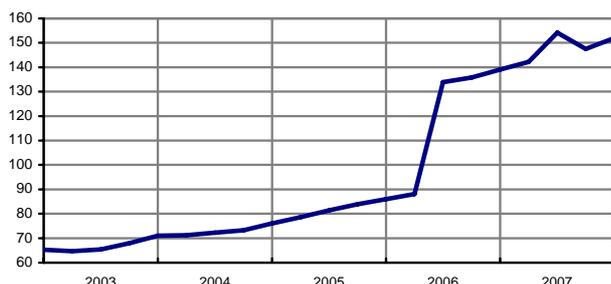
Variation en glissement annuel (en %)



Crédits à la consommation

en millions d'€

Variation en glissement annuel (en %)

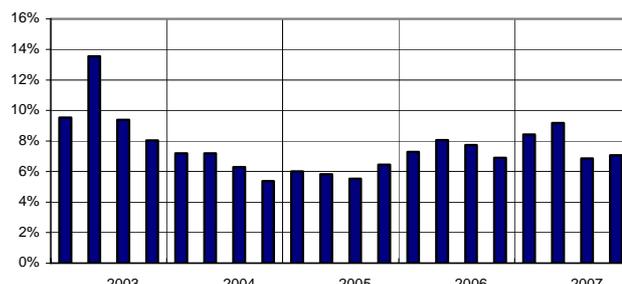
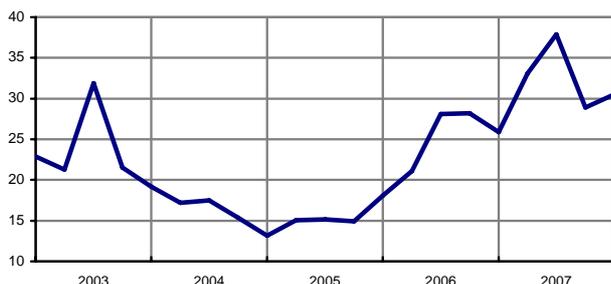


Créances douteuses brutes

en millions d'€

Taux de créances douteuses

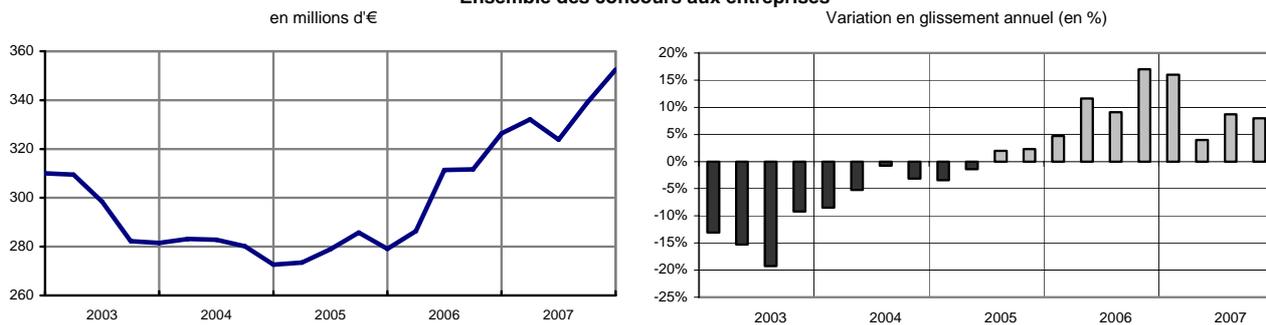
en %



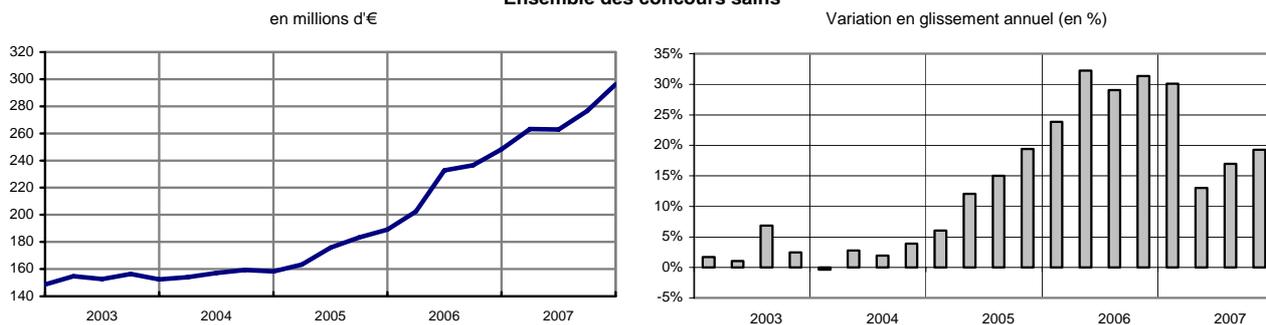
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises

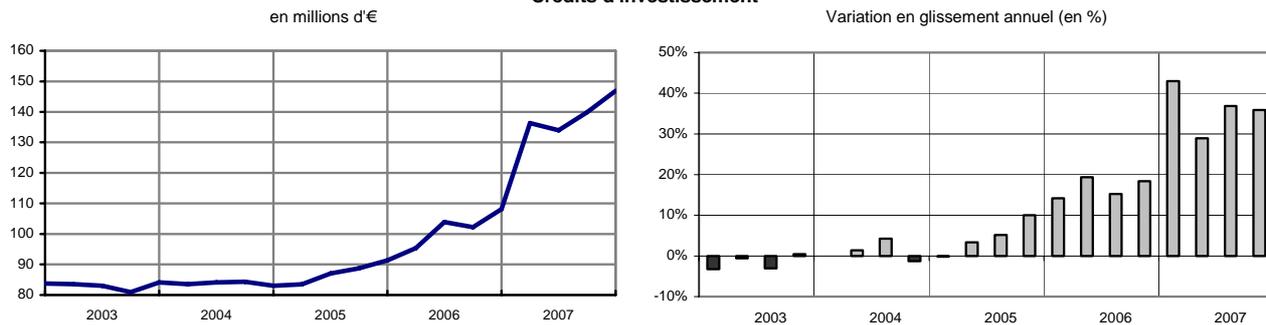
Ensemble des concours aux entreprises



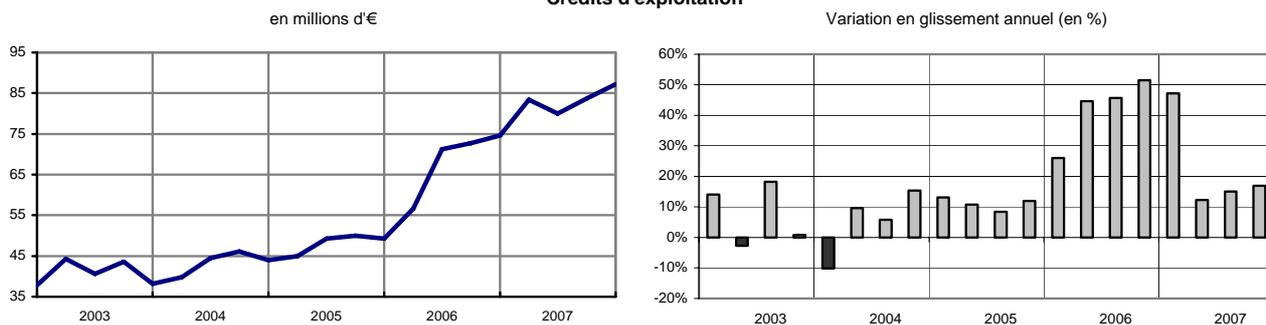
Ensemble des concours sains



Crédits d'investissement

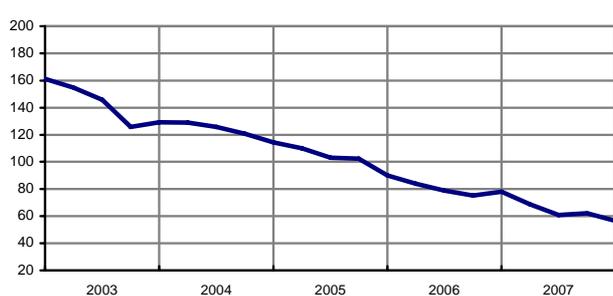


Crédits d'exploitation



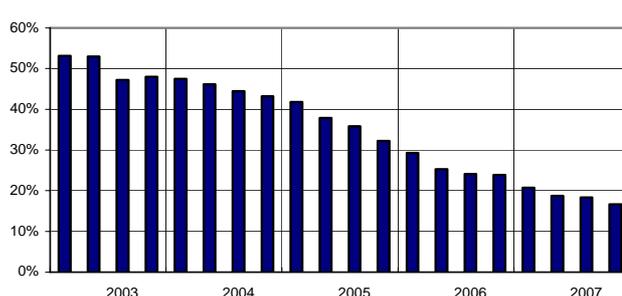
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

en %



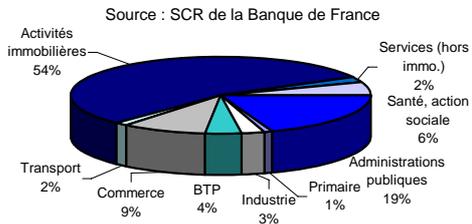
Conjoncture financière et bancaire

4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

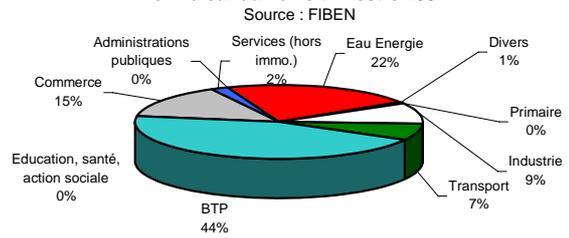
	Montants en millions d'€									Variations	
	déc-02	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	37,8	38,1	44,6	49,5	83,6	95,0	84,6	90,4	91,7	9,7%	1,3%
Créances commerciales	6,2	6,5	6,8	7,1	12,6	14,4	9,9	10,4	9,2	-27,0%	-11,7%
Crédits de trésorerie	16,3	14,7	19,0	20,3	39,1	43,4	37,1	43,8	46,9	19,8%	7,1%
Comptes ordinaires débiteurs	15,3	16,9	18,8	22,1	31,9	37,2	37,5	36,3	35,6	11,7%	-1,8%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	89,5	87,6	83,5	91,9	174,6	244,0	244,6	260,7	268,6	53,8%	3,0%
Crédits à l'équipement	87,7	81,6	75,6	80,6	127,3	178,5	182,0	195,8	202,9	59,4%	3,7%
Crédit-bail	1,8	6,0	7,9	11,3	47,2	65,4	62,6	65,0	65,7	39,0%	1,1%
Crédits à l'habitat	445,7	468,9	480,5	512,0	563,3	545,5	553,2	559,5	574,1	1,9%	2,6%
Autres crédits	18,2	15,7	14,1	20,1	27,9	3,9	3,5	3,4	3,8	-86,4%	13,0%
Encours sain	591,2	610,3	622,8	673,5	849,3	888,3	885,9	914,0	938,1	10,5%	2,6%
Créances douteuses brutes	143,7	137,5	126,8	99,7	109,1	99,1	71,0	73,9	68,0	-37,7%	-8,0%
Encours total	734,9	747,8	749,6	773,2	958,4	987,5	956,9	987,9	1 006,1	5,0%	1,8%
Taux de créances douteuses	20,0%	18,4%	16,9%	12,9%	11,4%	10,0%	7,4%	7,5%	6,8%	-4,6	-0,7
Ménages											
Crédits à la consommation	77,0	82,8	87,6	98,1	153,7	157,1	169,9	165,0	170,3	10,8%	3,2%
Crédits de trésorerie	70,4	77,9	81,6	91,0	142,2	144,3	154,8	149,9	154,7	8,8%	3,2%
Comptes ordinaires débiteurs	6,3	4,0	4,9	5,7	5,9	6,8	6,5	8,4	7,5	27,9%	-10,8%
Crédit-bail	0,3	0,8	1,1	1,4	5,7	6,1	8,6	6,6	8,1	41,9%	21,2%
Crédits à l'habitat	193,8	204,8	205,7	228,5	269,4	278,2	291,0	307,1	322,9	19,9%	5,1%
Autres crédits	1,7	2,3	2,4	1,8	3,1	4,8	5,2	7,4	8,3	169,4%	12,5%
Encours sain	272,5	289,9	295,7	328,4	426,2	440,1	466,2	479,4	501,4	17,7%	4,6%
Créances douteuses brutes	54,9	28,8	20,4	24,2	31,2	39,1	42,7	33,7	35,0	12,2%	4,0%
Encours total	327,5	318,7	316,1	352,6	457,4	479,2	508,9	513,1	536,4	17,3%	4,6%
Taux de créances douteuses	16,8%	9,0%	6,5%	6,9%	6,8%	8,2%	8,4%	6,6%	6,5%	-0,3	0,0
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,1	0,2	0,2	0,0	1,4	0,3	0,3	0,1	0,5	ns	ns
Crédits de trésorerie	0,1	0,1	0,1	0,0	1,4	0,2	0,2	0,1	0,5	ns	ns
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Crédits à l'équipement	135,7	140,1	147,1	192,4	232,4	263,5	263,0	258,5	254,7	9,6%	-1,5%
Autres crédits	29,0	25,7	22,8	27,6	38,2	4,5	3,7	3,3	2,8	-92,7%	-15,9%
Encours sain	164,8	166,0	170,2	220,0	272,1	268,3	266,9	261,9	258,0	-5,2%	-1,5%
Créances douteuses brutes	7,8	0,9	0,3	0,9	0,3	0,4	1,1	5,5	1,0	192,6%	-82,2%
Encours total	172,6	166,9	170,5	220,9	272,4	268,7	268,0	267,4	259,0	-4,9%	-3,1%
Taux de créances douteuses	4,5%	0,5%	0,2%	0,4%	0,1%	0,2%	0,4%	2,0%	0,4%	0,3	-1,7
Autres agents											
Encours sain	21,4	34,0	59,1	64,6	65,2	59,6	53,7	50,8	52,5	-19,5%	3,5%
Créances douteuses brutes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	-	-
Encours total	21,4	34,0	59,1	64,6	65,2	59,6	53,7	50,8	52,9	-18,9%	4,2%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,7%	0,7	0,7
TOTAL											
Encours sain	1 049,9	1 100,3	1 147,7	1 286,4	1 612,8	1 656,3	1 672,8	1 706,1	1 750,1	8,5%	2,6%
Créances douteuses brutes	206,4	167,3	147,6	124,9	140,6	138,7	114,7	113,0	104,3	-25,8%	-7,7%
Encours total	1 256,3	1 267,5	1 295,3	1 411,3	1 753,4	1 794,9	1 787,5	1 819,1	1 854,4	5,8%	1,9%
Taux de créances douteuses	16,4%	13,2%	11,4%	8,8%	8,0%	7,7%	6,4%	6,2%	5,6%	-2,4	-0,6
Taux de provisionnement	73,3%	70,5%	70,4%	73,0%	63,7%	64,0%	74,6%	66,6%	71,0%	7,3	4,4

5. Risques sectoriels

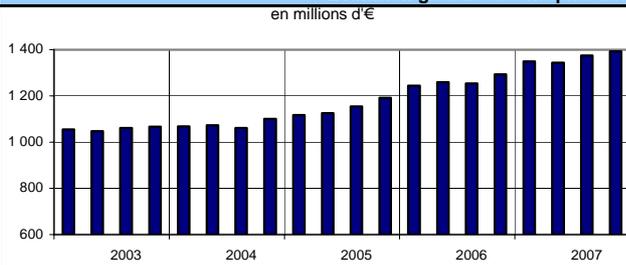
Répartition des risques par secteur au 01/12/2007



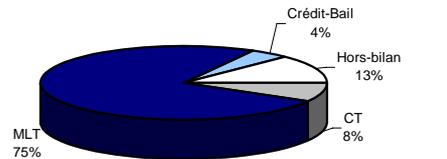
Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 4ème trimestre 2007



Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

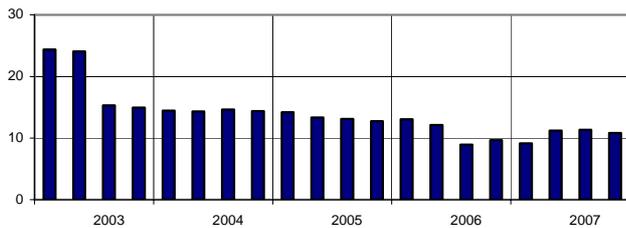


Structure en %

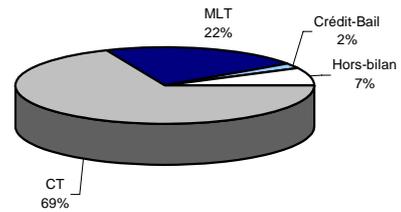


Secteur primaire

en millions d'€

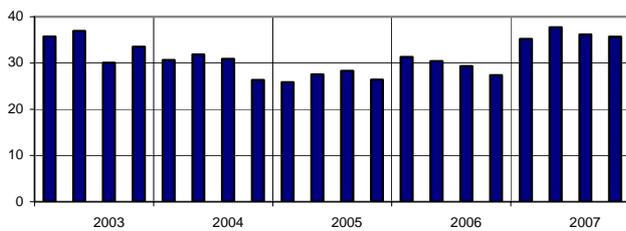


Structure en %

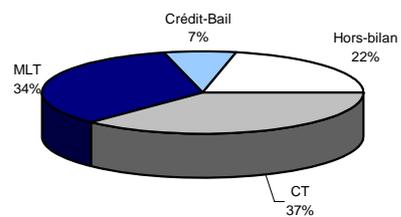


Industrie

en millions d'€

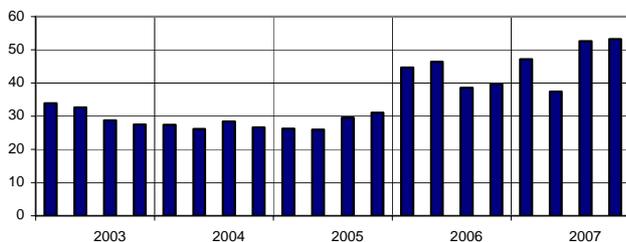


Structure en %

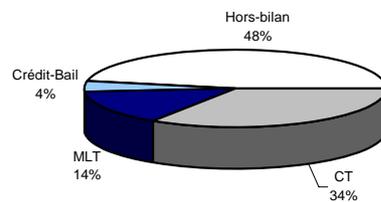


Construction

en millions d'€



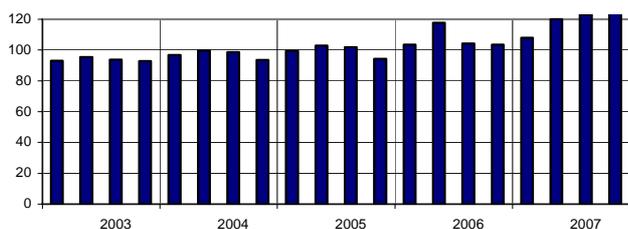
Structure en %



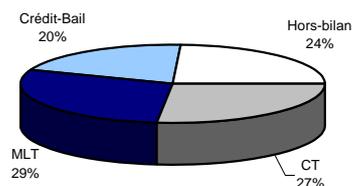
Conjoncture financière et bancaire

Commerce

en millions d'€

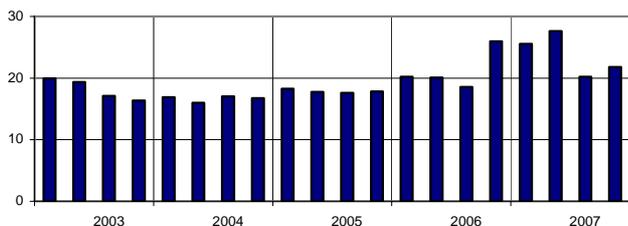


Structure en %

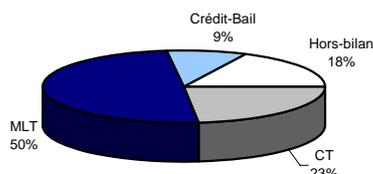


Transport

en millions d'€

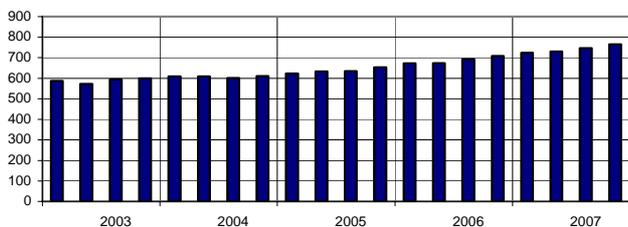


Structure en %

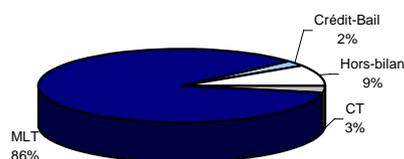


Activités immobilières

en millions d'€

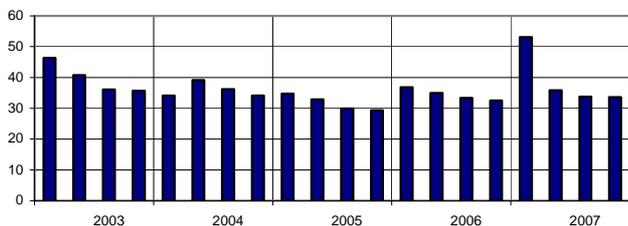


Structure en %

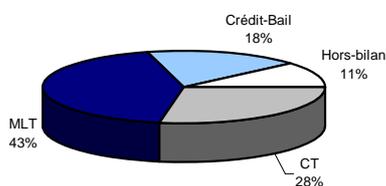


Services (hors immobilier)

en millions d'€

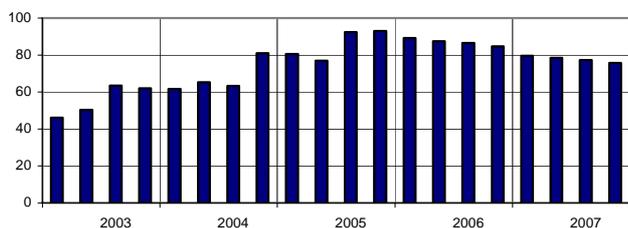


Structure en %

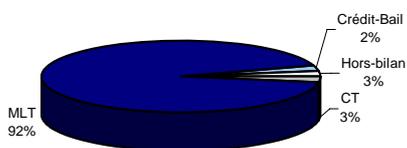


Santé, action sociale

en millions d'€

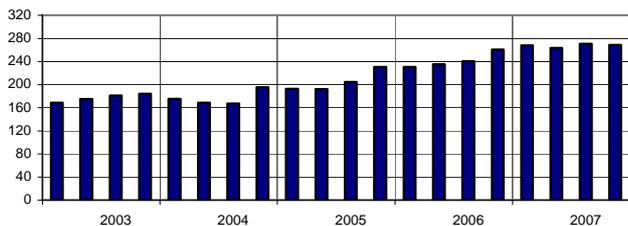


Structure en %

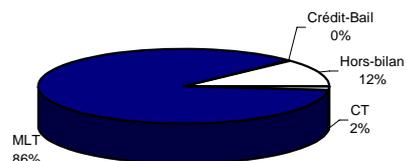


Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



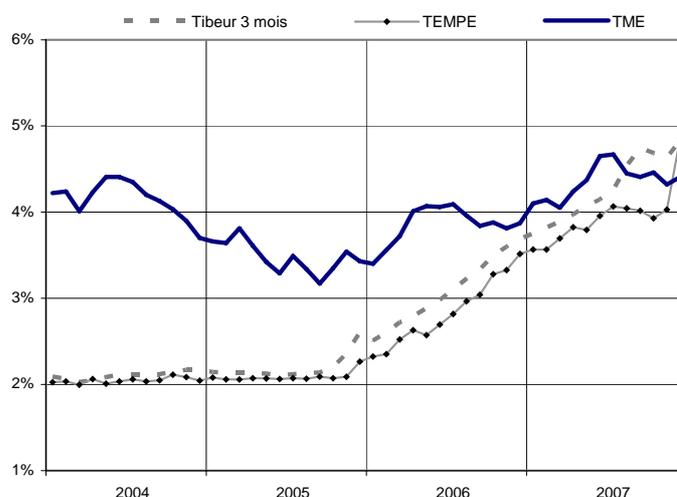
6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/07)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/07)	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (16/06/07)	5,00%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 04)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
3,50%	3,50%	4,25%
PEL*	CEL*	
2,50%	2,25%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2008 (JO du 23/02/08)		3,99%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)		2,95%

6.2 Principaux taux de marché

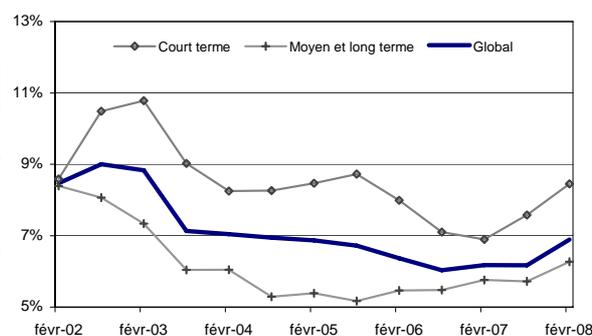


6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Août 2006	Fév. 2007	Août 2007	Fév. 2008	Variation en pts	
					6 mois	1 an
Crédits à CT	7,10%	6,90%	7,58%	8,45%	0,87	1,55
Crédits à MT et LT	5,48%	5,76%	5,72%	6,27%	0,55	0,51
ENSEMBLE	6,03%	6,18%	6,17%	6,89%	0,72	0,71

Source : IEDOM Guyane



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie		Plafonds de l'usure applicables sur la période					
		4T2006	1T2007	2T2007	3T2007	4T2007	1T2008
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	6,16%	6,39%	5,99%	6,41%	6,63%	7,12%
	- Prêts à taux variable	5,73%	6,12%	5,57%	6,53%	6,72%	7,05%
	- Prêts relais	6,03%	6,21%	5,81%	6,48%	6,53%	7,00%
	<u>Autres prêts</u>						
- Prêts <= 1524 € (*)	20,53%	20,76%	20,36%	20,39%	20,49%	20,88%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	18,81%	19,07%	18,20%	19,85%	19,80%	20,16%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	8,53%	8,44%	8,48%	8,93%	9,04%	9,39%	
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament						
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe						
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable						
	- Découvert en compte (**)	14,00%	14,19%	13,97%	14,48%	14,61%	14,71%
- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans							

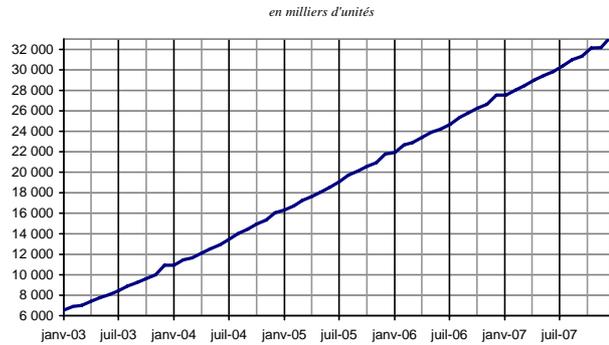
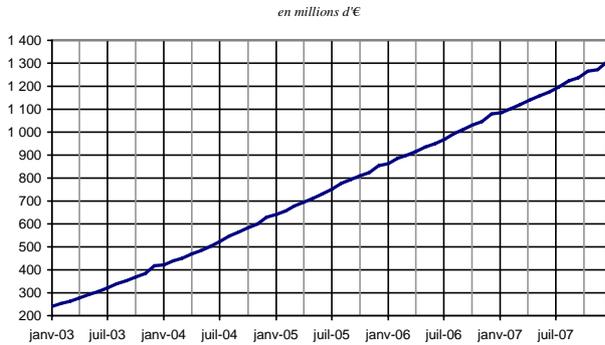
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

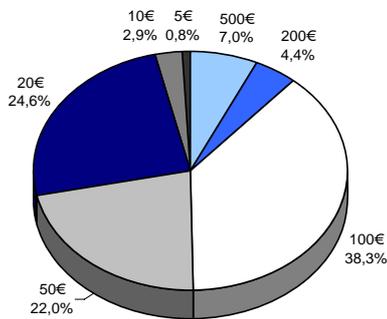
7. Monnaie fiduciaire

7.1 Emission mensuelle de billets euros

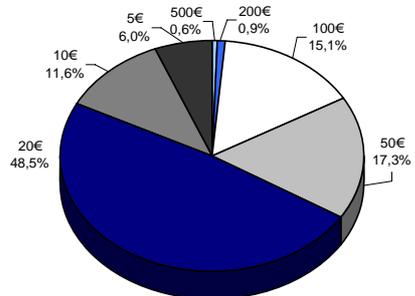
Emissions nettes cumulées de billets



Répartition en valeur

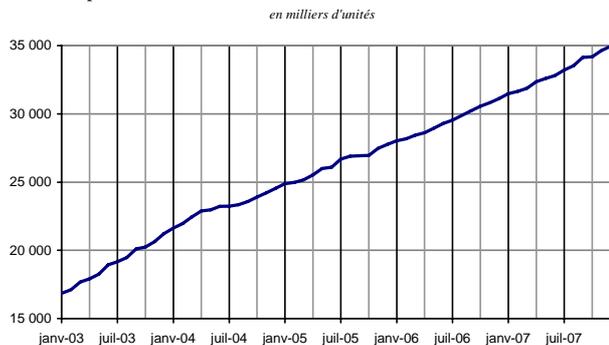
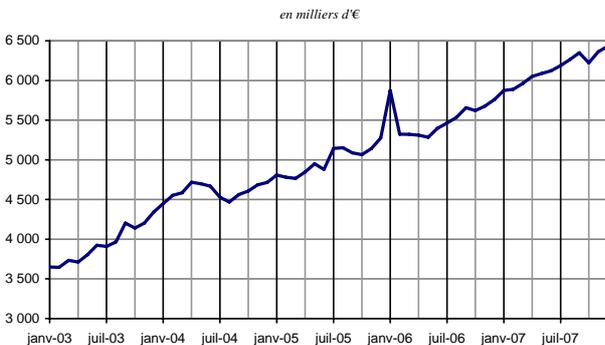


Répartition en volume

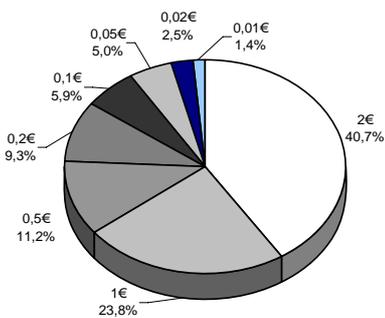


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

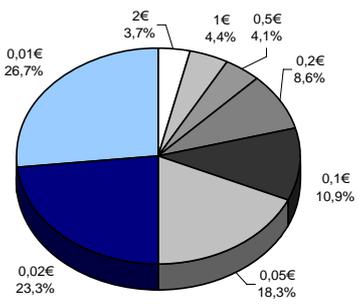
Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane ATTALI

Max REMBLIN

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX

Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 3 avril 2008

Dépôt légal : 12 Mars 2008- n° ISSN : 0296-3116